

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 265 – mars 2023

Le meurtre du 18 août (suite)

La fin de la tuerie

À la morgue de Courcelles

Les victimes

Les histoires d'un militant de Marcinelle

Les événements du Bois du Cazier.

Un camp de la Jeunesse Populaire.

Rencontre avec des copains et copines de Bouffioulx

Un mariage, des enfants, d'autres responsabilités

Dossier : des murs

Mur de Berlin : ...

Israël-Palestine : ...

Etats-Unis : ...

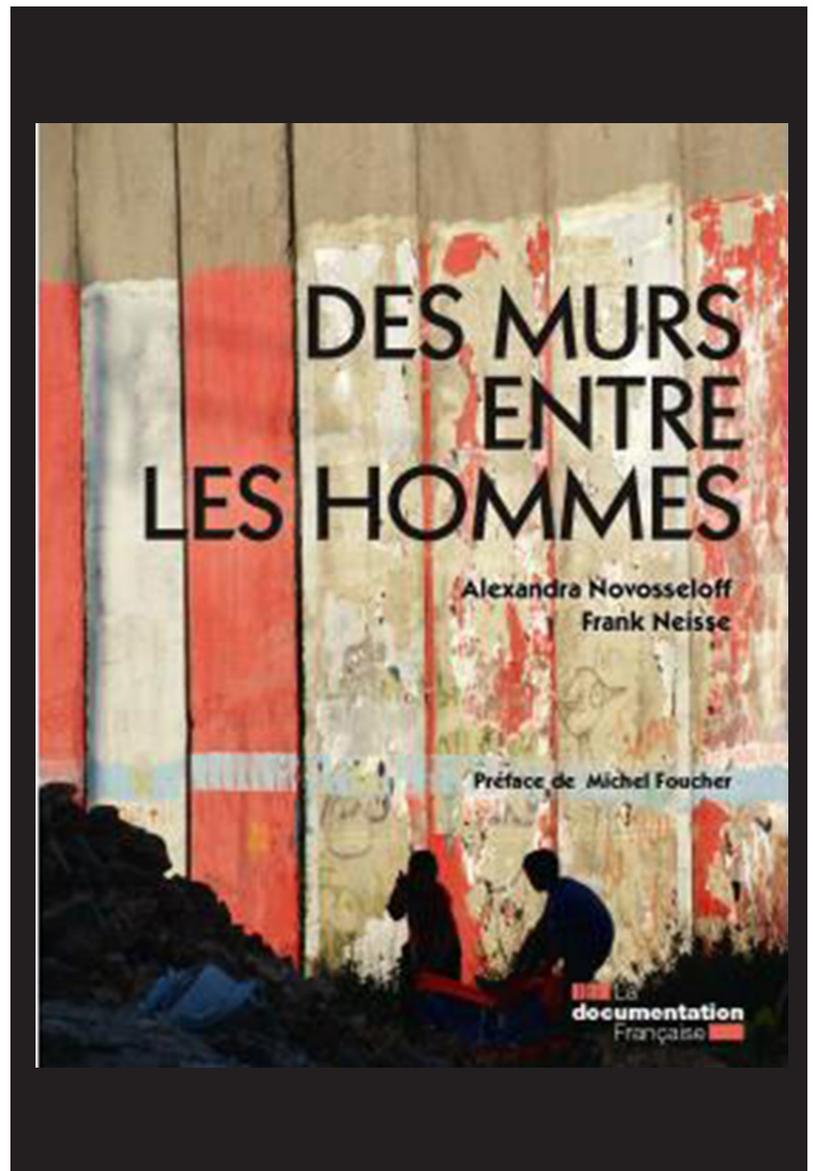
Ceuta et Melilla, ...

Pourquoi l'Irlande : ...

A Chypre : ...

En Hongrie : ...

En Corée : ...



LE MEURTRE DU 18 AOÛT (SUITE)

La fin de la tuerie



Melle De Ridder

Toutes les victimes enfermées dans la cave avaient subi le sort qui leur avait été réservé par les Rexistes en représailles de la mort d'Englebin.

Il ne restait plus que mademoiselle De Ridder qui fut arrêtée à Trazegnies chez Monsieur l'architecte Simon. Elle venait de descendre de la voiture qui l'avait amenée à Courcelles. Elle fit à pied la distance qui la séparait du théâtre des exécutions au moment même où l'on venait d'abattre Monsieur le Doyen Harmignie.

Elle ne fut pas descendue dans la cave mais dirigé vers le lieu des exécutions. Un coup de feu éclata et la dame s'écroula. Qui l'avait abattue? On ne le sait pas avec précision: trois personnes furent désignées par les divers témoins, Matthys, le chef rexiste, l'échevin Pevenage et un dénommé Lambinon.

Les bandits s'empressèrent de quitter les lieux du massacre après être allés regarder l'ensemble de victimes. Des coups de feu furent même tirés sur les cadavres de ces malheureux. La petite cen-

taine d'hommes remontèrent alors dans les nombreux véhicules qui les avait amenés.

Les Bruxellois regagnèrent en voiture la villa bruxelloise du 1039 de la chaussée de Waterloo. Sur place, Matthys les remercia à d'avoir aidé à réprimer les actes commis contre eux.

Pendant ce temps qu'était donc devenue Madame Gobbe qui eut la vie sauve grâce à un parent éloigné, monsieur Everaert. Arrivé en retard, ce dernier l'avait reconnue et était intervenu auprès de Matthys pour qu'elle ait la vie sauve. Délestée de tout bien, cette dame demanda de l'argent pour prendre le tram en direction de Charleroi.

Les hommes de la Formation B de Charleroi s'apprêtèrent à leur tour de rejoindre leur local. Ils emmenèrent avec eux Monsieur Stoquaert, le second rescapé. Ce dernier fut descendu à la rue Tumelaire, au nouveau local de cette fameuse association. Il fut dirigé ensuite vers la Kreiskommandatur puis à la prison et ensuite à la caserne Trésignies d'où il réussit à s'évader le 1er septembre.

La plupart des assassins retournèrent à la rue du Parc et se mirent à boire du vin en l'honneur des représailles. L'échevin Pevenage prit la parole pour remercier ses hommes. Il déclara qu'ils n'étaient pas des assassins mais des justiciers qui avaient vengé la mort du bourgmestre Englebin.

Résumé écrit par Robert Tangre.

À la morgue de Courcelles

Les assassins partis, un silence lugubre planait sur le théâtre de la tragédie. Les gens se taisaient avec stupeur. Le soleil s'était levé et ses rayons commençaient à darder sur les blessures des morts. Sous son action, les figures ensanglantées se noircissaient et les signes de la décomposition se hâtaient d'apparaître

Peu à peu, les voisins se risquèrent à jeter un regard. Bientôt, les voilà devant l'horreur du spectacle: des corps étendu sur le dos ou sur le flanc... Chacun se dirigeait vers les cadavres dans le plus grand silence et s'apitoyait sur le sort des martyrs.

Survint alors une voiture du garage de la Ville de Charleroi transportant Monsieur le Commissaire en chef Plumier et Monsieur Jacques Jacquemin, le secrétaire communal. Après avoir inspecté les lieux, ils s'en retournèrent à Charleroi. Monsieur Plumier téléphona à la police de Courcelles et demanda à Monsieur Meurée, le commissaire adjoint



Dépouille de M. Hoslet

de prévenir la Kreiskommandatur. À 7h 30, la police courcelloise ainsi que des agents de police de Souvret arrivèrent sur place

Le policier Dumont téléphona à la police judiciaire de Charleroi. Devant l'absence de réponse, il interpella la Kreiskommandatur. Ces derniers ordonnèrent de ne bouger à rien mais peu de temps après, un nouveau coup de téléphone demanda aux policiers de faire transporter les victimes à la morgue.

Monsieur Jules Pèlerin, commissaire de Courcelles, réquisitionna deux véhicules de la commune pour le transfert des corps. Les dépouilles des malheureux furent chargées, déposées à la morgue et étendues sur de la paille. Six hommes furent chargés d'accomplir cette triste besogne.

Entre-temps, certaines familles avaient été prévenues et souhaitaient se recueillir sur les corps des suppliciés. Monsieur Tihon, substitut du procureur du Roi demanda à Monsieur Francaux, juge au Tribunal de 1^{ère} Instance de faire prendre des photographies des cadavres.

Constatant que la tête de chacun d'eux était méconnaissable, Monsieur Meurée de Courcelles convoqua les Sœurs de la Charité de Sarty pour

faire la toilette funèbre, du moins laver les têtes et leur rendre au moins un aspect humain. Elles furent aidées dans cette triste besogne par Monsieur Deltence, le fossoyeur communal et d'une infirmière.

Les corps avaient été recouverts par deux longues bâches laissant les pieds à découvert. Le spectacle d'ensemble était fait pour inspirer l'effroi : tous étaient atteints à la nuque ou à la tête. Les Sœurs de Charité ayant apporté deux seaux et des draps de lit se mirent à laver les visages pour les rendre reconnaissables. Le travail fut long et pénible car le sang coagulé adhérait à la peau. Au fur et à mesure qu'on les lavait les figures des pauvres personnes redevinrent reconnaissables.

Les Soeurs coupèrent dans chaque vêtement une petite pièce pour rendre possible l'identification des corps. Elles remirent en outre au commissaire les objets qu'elles avaient trouvés dans les vêtements. C'est à ce moment qu'il fut possible de prendre la photographie des corps, tâche qui fut confiée à M Doulier, photographe, domicilié sur la place du Trieu à Courcelles.

Les corps furent transportés sur une planche recouverte de paille pour les photographier. Le travail terminé, on remit les corps dans la morgue et un agent de police fut posté dans la rue à l'entrée du cimetière. Les photographies servirent à identifier les corps. Lors de l'enquête judiciaire, les clichés soumis aux meurtriers qui, certains, placés face à l'image de leur victime ne purent refuser de les reconnaître. Certaines de ces photos furent reproduites dans la presse belge et ainsi connues du grand public

Pendant ce temps, prévenues, les autorités allemandes avaient décidé de creuser une fosse commune et d'y entasser les cadavres tels quels. Toutefois, peu après, les Allemands revinrent sur leur décision et autorisèrent les familles à reprendre les corps. Le commissaire Meurée fit signer par un responsable par famille une attestation stipulant qu'ils respecteraient les conditions émises par la Kommandatur.

On imagine facilement la surprise, la terreur, la tristesse, sentiments éprouvés par un père, une mère, un fils, un frère ou un parent de se trouver face aux victimes d'une barbarie sans nom dont le corps fut mutilé, la figure abîmée alors que deux jours auparavant, ils étaient en parfaite santé. On ensevelit les corps et on les déposa dans un double cercueil pour les ramener chez eux. À 10 h du soir, tous les morts avaient été repris par leur famille.

**Un résumé effectué par Robert Tangre
A suivre**

Les victimes

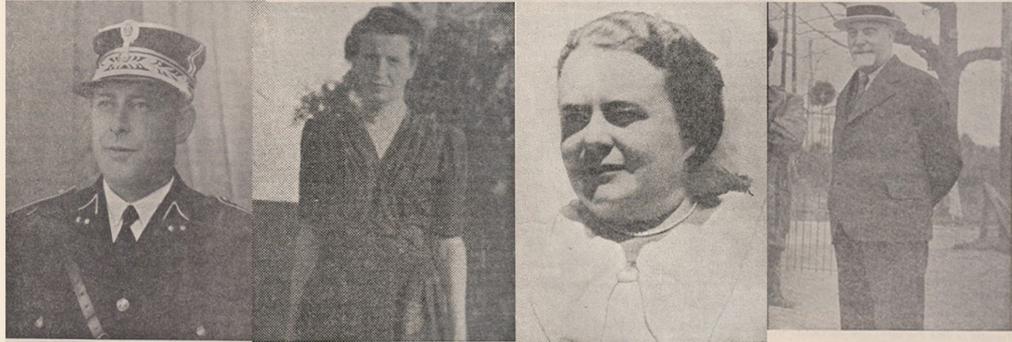


M. le commissaire Charles Brogniez

M. Joseph Bureau, agent principal de police, à Châtelet

M. l'architecte Léon Cotton

M. le Docteur Paul Cotton



M. le commissaire-adjoint Raymond Delvaux

Madame René Delvaux

Mademoiselle Elizabeth De Ridder

M. le greffier Oscar Deula



M. Léon Gillet, inspecteur de police

M. le chanoine Pierre Harnigste, curé-doyen de Charleroi (Ville-Haute)

photographes du corps de M. Roger Holet, prise pour l'identité

M. le Docteur Edmond Haberland



M. Louis Iseney

Madame Michel Massin

M. l'Avocat Léonce Mayence

M. Verbeke-François Michel



M. le Commissaire Auguste Nolard

M. le Docteur Arthur Sillman

Madame Auguste Verleuve

1° Monsieur Charles Brogniez, commissaire de police, né le 2 mars 1883, domicilié à Fontaine-l'Évêque

2° Monsieur Joseph Bureau, agent principal de police, né en 1909, domicilié à Châtelet

3° Monsieur Léon Coton, architecte, né en 1900, domicilié à Charleroi

4° Monsieur Pol Coton, médecin, né en 1899, domicilié à Charleroi

5° Monsieur Raymond Delvaux, commissaire de police adjoint, né en 1897, domicilié à Jumet

6° Madame Suzanne Lebas, épouse de M René Delvaux, née en 1902, domiciliée à Ransart

7° Mademoiselle Elisabeth De Ridder, née en 1894, gardienne de la maison de M l'architecte Simon domiciliée à Trazegnies

8° Monsieur Oscar Deulin, greffier de justice, né en 1911, domicilié à Bouffioulx

9° Monsieur Léon Gilles, inspecteur de police, né en 1882, domicilié à Montignies-le-Tilleul

10° Monsieur le Chanoine Pierre Harmignie né en 1885 et domicilié à Charleroi

11° Monsieur Roger Hoslet né en 1916 et domicilié à Rance

12° Monsieur Edouard Huberland, médecin, né en 1904 et domicilié à Montignies-le-Tilleul

13° Monsieur Louis Jasmès, secrétaire général des mutualités socialistes, né en 1983, domicilié à Charleroi

14° Madame Augusta Longneaux épouse de M. Michel Massin née en 1876, domiciliée à Charleroi

15° Monsieur Léonce Mayence, avocat, né en 1895 et domicilié à Jumet

16° Monsieur Victor-François Michel né en 1879 et domicilié à Charleroi

17° Monsieur Auguste Nolard, commissaire de police, né en 1888 et domicilié à Bouffioulx

18° Monsieur Arthur Stilmant, médecin, né en 1898 et domicilié à Jumet

19° Madame Marguerite Depasse épouse de M. Auguste Verleuwe, née en 1901 et domiciliée à Gilly

LES HISTOIRES D'UN MILITANT DE MARCINELLE (SUITE N°13)

Les événements du Bois du Cazier.



Marie Guisse

En 1959, une cellule de jeunes communistes fut formée auprès du charbonnage du Cazier. Elle regroupait des Belges, des Italiens, quelques Polonais et Grecs. Le responsable était Louis Michel qui habitait à la rue de la Mallavée et les réunions se tenaient dans le local du syndicat situé en bas de la rue des Sarts.

La catastrophe du 8 août 1958 qui fit tant de victimes avec suscité un vaste élan de solidarité. Dans les mois qui suivirent, les Femmes Prévoyantes Socialistes, celles de Vie Féminine et le Rassemblement des Femmes communistes organisèrent des collectes de vivres et rendaient de nombreuses visites aux familles des victimes.

Avec Marcel Baugniet, je fus contacté par Marie Guisse qui allait venir avec une délégation de femmes bruxelloises. Nous devons leur servir de guide pour organiser leurs visites auprès des familles italiennes du Sart-Saint-Nicolas.

Ces personnes vivaient dans de véritables taudis en tôle sans commodité, sans hygiène et dans une humidité constante en hiver. De nombreux articles ont été écrit sur ces mauvaises conditions de vie dans le



journal, le Drapeau Rouge mais aussi dans le livre écrit par Anne Morelli.

À la mine, les conditions de travail ne s'étaient pas améliorées depuis la catastrophe et cela malgré les multiples protestations des syndicats et des partis de gauche. En 1960, on devait encore déplorer plusieurs accidents dont un mortel. Il était donc nécessaire d'avancer de nouvelles revendications pour améliorer les conditions de travail. C'est ce que comprirent de jeunes mineurs qui décidèrent de créer une cellule communiste comme nous l'avons décrit.

Tous les samedis, à la sortie de la pause du matin, les jeunes communistes vendaient le Drapeau Rouge. Après la vente, tout le monde se réunissait pour boire une bonne chope chez Alfreda, la tenancière du café situé au coin du Tienne Brico. Alfreda était une cousine de Marcel Massin de la Chenevière qui avec Nestor Giot, reconstruisit la section du Parti d'après-guerre. Alfreda avait recruté de nouveaux jeunes adhérents dans le quartier des Haies. La seule ombre qui agitait le groupe, c'est que Alfreda aimait un peu trop la danse et la gent masculine. Ce fait déplaisait beaucoup à notre bon vieux camarade Alphonse qui était d'une autre époque.

Malgré cela, cette bande de jeunes à laquelle s'étaient joints beaucoup de camarades italiens mettaient beaucoup d'animation dans le quartier. Il y avait de nombreux meetings, des collages d'affiches, des distributions de tracts et la vente de notre hebdomadaire « Jeune Belgique ».

Chaque samedi matin avec le Drapeau Rouge, nous vendions une vingtaine de revues féminines italiennes « Nona Dona ». Je recevais ces revues des communistes italiennes que je n'avais jamais commandées. Tous les jeudis, je recevais un paquet venant de Rome et le bénéfice de la vente alimentait le mouvement des jeunes.

Au coin de la rue Ferrer et du Tienne Bricout, il y avait un café bizarre. Il ne portait aucun nom, aucune enseigne, rien qui puisse indiquer que c'était

un débit de boissons. Nous sommes entrés par hasard dans cet établissement à deux ou trois garçons. Nous étions suivis par Marcel Baugnet qui jouait de la mandoline en chantant une chanson de la Jeunesse Libre Allemande « Free Deutsche Jugend ... ». La tenancière fut interloquée car elle était allemande et connaissait ce chant. Peut-être Gerda avait-elle fui la RDA et n'osait pas le dire ? Elle avait toujours l'air triste et personne ne fréquentait son estaminet. Nous lui promîmes de revenir avec d'autres copains. Cela mettrait un peu plus de gaieté. Il y eut bientôt un orchestre musette. Chaque samedi soir, c'était Daniel Aldruide qui venait animer le bal avec son accordéon. Son beau-frère Eustache l'accompagnait à la batterie. Bref on ne s'ennuyait pas aux Haies.

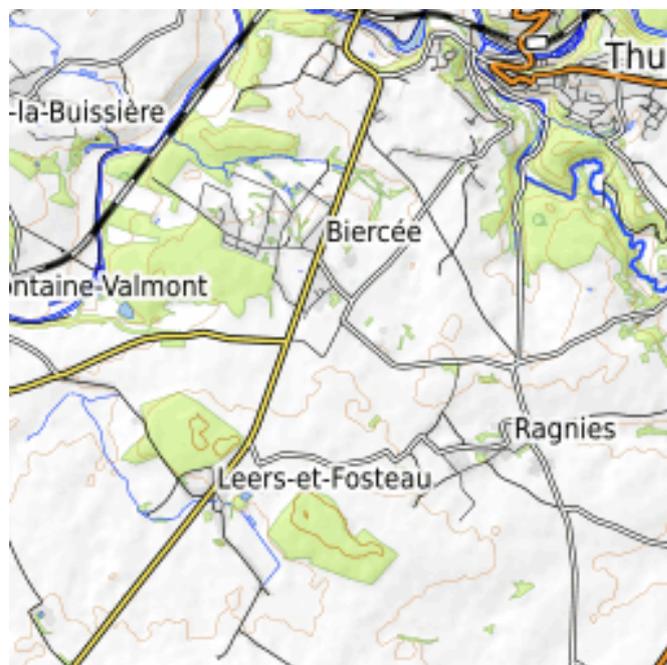
Roger Nicolas

Un camp de la Jeunesse Populaire.

Cette année-là, la Jeunesse Populaire avait programmé un camp à Fontaine-Valmont. C'était habituel, nous en organisions un chaque année de 2 ou 3 jours dans un endroit différent. Le programme était toujours le même: causeries politiques et culturelles, visites des curiosités du village et danses folkloriques.

Un oncle d'Alfreda, nous avait demandé si sa fille pouvait participer car elle n'avait pas encore tout à fait 16 ans. Nous l'acceptâmes et le jour venu, nous partîmes tous à vélo pour Fontaine-Valmont

Après toute une journée bien remplie par nos diverses activités, il était temps d'aller nous coucher.



car nous étions fatigués.

Le bourgmestre avait mis à notre disposition une vaste maison inoccupée pour y passer la nuit quant aux filles, elles avaient préféré aller dormir sous un chapiteau de l'armée situé à une cinquantaine de mètres de nous.

Il faisait très chaud. Vers 2 h du matin, Georgette Wéry, la responsable de la section JPB de Gosselies vint me trouver en disant qu'elle ne voulait plus dormir sous la tente. « La fille de Marcinelle, comme elle me le dit, dormait toute nue au-dessus de sa couverture et elle sentait mauvais. » Comme j'étais marcinellois, elle me tenait pour responsable. Je fis semblant de dormir pour ne pas lui répondre.

Elle s'adressa alors à Maurice Magis qui l'a renvoyée se coucher. Le lendemain, lors du salut au drapeau, la fille concernée reçut un blâme pour son attitude car il était vrai que cette fille faisait rarement ses ablutions. Elle ne devait pas user plus d'une savonnette par an. Mais cela n'était pas une raison pour la tenir à l'écart. Nous restâmes en froid avec Georgette car comme cette fille était Marcinelloise, cela nous choquait un peu tous. Comme quoi, même chez les jeunes communistes et progressistes, l'esprit de clocher laisse toujours des traces

À notre retour nous avons reparlé de cela délicatement avec la cousine d'Alfred. À cette époque beaucoup de délégations et de groupes folkloriques étrangers venaient chez nous et ils logeaient chez l'habitant. Nos camarades de Marcinelle se les disputaient avec ceux des autres communes.

Chez ma mère, nous accueillîmes tour à tour des Allemands, des Polonais, et même des Russes qui faisaient tous partie d'un groupe de danses. Ils se produisaient le plus souvent dans la grande salle de la Maison du Peuple de Dampremy. C'est aussi à Marcinelle que nous avons reçu et guidé une journaliste d'Essen qui était rédactrice au journal du KPD. Elle et ses compagnons étaient venus enquêter sur les conditions de travail des mineurs.

Un de ceux-ci, Aloïs, logeait chez Gustave Lebrun. Il ne connaissait pas le français pas plus que Gustave ne connaissait l'allemand. Seul Marcel Bonnier pouvait se faire comprendre dans cette langue. Nous jugeâmes donc nécessaire d'apprendre l'allemand. C'était d'ailleurs la langue véhiculaire qui servait quand nous recevions les Polonais les Tchèques ou les Russes. Plusieurs d'entre eux pouvaient s'exprimer en allemand. Un jour, une journaliste hongroise nous rend visite et nous l'accompagnâmes même chez les ouvriers des ACEC. Josiane de Marchienne l'avait introduite clandestinement dans un réfectoire de l'usine. Elle interviewa les travailleurs sur leur mode de vie en Belgique. C'était dangereux car

elle était recherchée par la police pour s'être introduite dans notre pays sans visa. Ma mère la cacha pendant 2 jours à la maison. La langue allemande servait aussi beaucoup quand nous partions en vacances en RDA ou dans les autres pays de l'est.

Roger Nicolas

Rencontre avec des copains et copines de Bouffioulx



Plusieurs camarades de Marcinelle participaient aussi à des activités politiques, sportives et culturelles à Bouffioulx. Cela se pratiquait dans chaque localité où un mouvement de gauche se créait.

A Bouffioulx, les rendez-vous se faisaient chez Alex Cobbe là où se rassemblaient tous les vieux militants communistes dont certains avaient fait de la résistance.

Leurs enfants et petits-enfants pétris de cette idéologie apprirent bien vite à intervenir dans des réunions, des distributions de tracts, la vente de journaux, le collage d'affiches et le chaulage.

Parmi eux, il y avait Jeannine Simon. Quoique très jeune encore, elle n'avait que 19 ans, elle était la plus engagée et devint dès lors la responsable politique de la section de Bouffioulx. Elle organisait les activités et participait aux congrès qui se tenaient Charleroi ou à Bruxelles. Elle ne voyait pas l'utilité de passer par un mouvement de jeunesse.

Il n'y avait donc pas de Jeunesse Populaire à Bouffioulx comme cela existait à Marcinelle, Couillet,

Goutroux ou encore Dampremy. Dans ses activités, elle était surtout secondée par son grand-père Alex ou par la famille Gramme.

En 1958, il y eut la fête annuelle du Drapeau Rouge à Alost. La section de Bouffioulx avait organisé en autocar pour s'y rendre. C'est de Bouffioulx, cette fois que je suis parti avec cette bande de joyeux drilles. Dans le car, il y avait la vieille Julia, une femme un peu excentrique qui racontait des histoires drôles dans un wallon savoureux.

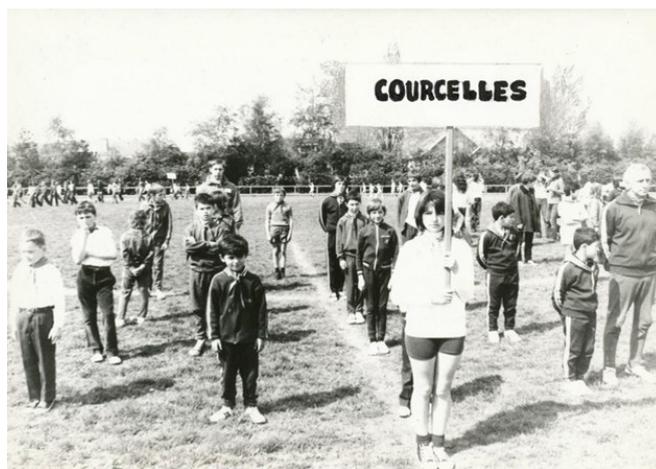
Comme toutes les fêtes, celle d'Alost fut des plus réussies. Il était près de minuit lorsqu'on repartit vers Charleroi. Je ne vis plus jamais Julia car très vieille, elle mourut peu de temps après. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'Alex, le grand-père de Jeannine me raconta son histoire. Depuis sa plus tendre jeunesse, Julia n'avait qu'une passion : elle adorait son mari et cela était réciproque. Les années passaient. L'homme de Julia contracta une grave maladie et au cours d'une longue et triste nuit, il trépassa. Personne ne fut au courant de sa mort. Comme on ne le voyait plus sortir et quand on s'étonnait, son épouse se mettait à pleurer et racontait que son mari avait fugué, peut-être avec une autre femme. Plusieurs années plus tard, sentant sa fin prochaine, Julia, la veuve inconsolable confia la vérité à ses vieux copains dont Alex. Ne voulant pas vivre trop loin de son amour, elle avait enterré son mari le plus près possible de chez elle dans le bois des Malagnes. Telle est l'étrange histoire que certains vieux grands-pères racontaient à Bouffioulx. Est-elle vraie? Peut-être un jour, une fouille fortuite à quelque profondeur sous les broussailles, mettra-t-elle à jour les ossements d'un homme qui fut beaucoup aimé.

Roger Nicolas

Un mariage, des enfants, d'autres responsabilités

Fin juillet 1960, une fête fut organisée par les femmes progressistes de Bruxelles. Un autocar en partance de Châtelet fit le ramassage des copains et copines de Couillet, Marcinelle, Gilly avant de se diriger vers Bruxelles. Parmi les derniers pris en charge, il y avait Jeanne, celle qui quatre mois plus tard, allait devenir mon épouse. Je n'avais jamais rencontré cette fille auparavant et les gens se sont étonnés de connaître un mariage aussi rapide. Ce ne sont pas toujours les longues fiançailles qui font les meilleurs couples. Depuis ce jour, j'habitai Gilly. Quant à Jeannine qui m'avait invité à cette fête des femmes, elle se maria un an plus tard et partit habiter Lodelinsart.

Jeanne était militante. Elle vendait le Drapeau Rouge



Olympiades sportives à Trazegnies sous la conduite de notre ami Olivier Depopliment

au Bois de Lobbes et au quartier des Corvées. Elle s'occupait aussi d'activités diverses pour les jeunes enfants. Elle devint monitrice des pionniers. Ce mouvement est l'équivalent de ce que sont les scouts. Elle aurait beaucoup de choses à raconter à ce sujet. Bientôt nos enfants apparurent et nous avions moins de temps militer. Je repris alors la tournée des journaux de mon épouse puis celle du militant Christian Lacaille de Soleilmont qui avait déménagé à Wangeles. J'ai eu quelques activités dans les quartiers du Plateau et du Marabout. Je n'y étais jamais venu avant mon mariage mais je finis par connaître cette localité mieux que Jeanne.

Parmi les pionniers, il y eut les petites cousines de mon épouse et l'une d'elles, Chantal, dansait dans un groupe folklorique polonais. Le temps s'écoula rapidement et nos enfants grandissent et ce fut bientôt à leur tour de s'occuper du mouvement des jeunes pionniers. Ce sont eux qui organisaient les activités sous la conduite d'une camarade espagnole qui habitait Marcinelle. Les réunions se tenaient à Dampremy ou au Cercle Garcia Lorca situé à la chaussée de Fleurus à Gilly. Ils participaient à des week-ends dans la maison des pionniers de Modave. Ma fille Françoise devint monitrice et elle reçut plusieurs formations en Pologne. À 16 ans, elle conduisait des groupes de jeunes enfants en vacances dans ce pays ainsi qu'en Tchécoslovaquie, en Union soviétique et en Hongrie.

Elle s'est occupée aussi de l'accueil de groupes folkloriques polonais, hongrois et roumains à Gilly et à Dampremy. Peut-être écrira-t-elle un jour ses mémoires plus détaillées car elle en a l'étoffe vu qu'elle est maintenant logopède. S'occuper des enfants a toujours été sa passion.

Quant à moi, je retournai encore souvent à Marcinelle, à Couillet et à Bouffioulx mais je le faisais pour des raisons historiques et archéologiques et bien évidemment pour revoir mes copains et copines.

L'histoire du parti et de la Jeunesse communiste de Gilly, je ne l'écrirai pas. Je marcherais sur les plates-bandes de Bénédicte Rigot de la rue des Trieux qui a écrit cette histoire dans son mémoire de fin d'études. Tout ce que je peux dire c'est que le père, le grand-père, la tante, ses cousins et cousines y occupent une large place.

Depuis le temps est passé. Le Mur de Berlin est tombé et beaucoup de changements sont survenus dans le monde. Est-ce bien? Est-ce un mal? C'est comme si l'on demandait : « La religion est-elle bonne ou mauvaise? ». On ne peut trancher sur ces sujets dans un mémoire car il faut tenir compte de l'opinion politique, philosophique et religieuse de chacun. Il existe pour cela des journaux engagés.

L'avenir du communisme, il y a maintenant une nouvelle génération qui s'en occupe sous des formes d'un autre genre.

Roger Nicolas

NDLR : « Roger n'a pas fini de nous partager ses souvenirs car les prochaines parutions de « Nouvelles » publieront ses souvenirs de la vie durant la guerre 40 - 45 et des jours qui suivront la libération. »

DOSSIER

Les murs

Lorsque l'on parle de mur séparant des peuples, chacun-e pense aussitôt « Mur de Berlin ». Celui-ci abattu, personne n'imaginait que dans les décennies qui suivraient, bien de nouveaux murs allaient être érigés pour séparer de très nombreux peuples. Pour des raisons politiques certes, mais aussi pour des oppositions religieuses, ethniques, l'usurpation des richesses d'un pays,...

Eh bien, nous allons faire un petit tour du monde en commençant par un rappel : le Mur de Berlin.

La rédaction

Mur de Berlin : pourquoi l'a-t-on construit ?

C'est durant la nuit du 12 au 13 août 1961 que les soldats de l'Allemagne de l'Est, soutenus par les Soviétiques, reçoivent un ordre : construire le mur de Berlin. Cette construction monumentale avait pour but de séparer la partie est de Berlin de la partie ouest.

La construction du mur de Berlin, symbole de la guerre froide

Pour comprendre l'édification du mur de Berlin, il faut



remonter à la fin de la seconde guerre mondiale. L'Allemagne, vaincue en 1945, est occupée par les pays vainqueurs qui se partagent le pays en quatre zones. La capitale subit également ce découpage avec une zone située à l'ouest, la République fédérale d'Allemagne (RFA), gérée par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, tandis que la zone est doit faire face à l'occupation soviétique. Selon la zone d'occupation, la vie des Allemands diffère du tout au tout. Du côté de la RFA, la croissance économique et la modernisation sont en marche, largement poussées par la mise en place d'un système capitaliste et du plan Marshall. Du côté de la République démocratique allemande (RDA), le niveau de vie peine à décoller. Le peuple de l'est cherche donc naturellement à immigrer vers l'ouest.

Mur de la honte

Les Soviétiques assistent impuissants à une véritable fuite des Allemands de l'Est vers l'autre camp. On estime à environ trois millions le nombre d'habitants qui quittent alors la zone est. Malgré l'instauration de points de contrôle, la RDA ne parvient pas à juguler l'hémorragie. C'est dans ce contexte particulier que le gouvernement communiste ordonne la construction du mur de Berlin, afin de stopper définitivement le passage des Allemands de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest.

De la construction à la chute du mur de Berlin

L'ouverture des frontières entre l'Autriche et la Hongrie en mai 1989 est un tournant clé dans la chute du mur de Berlin. Beaucoup d'Allemands se rendaient en Hongrie pour demander l'asile dans les différentes ambassades de la république fédérale d'Allemagne. Le chute du rideau se fer se produit le 9 mai 1989 et marque la réunification de l'Allemagne. La démolition du mur de Berlin, symbole de la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, se termine officiellement en 1991. Quelques pans du mur néanmoins subsistent et ont été conservés. Malgré la chute du Mur et la fin de la guerre, le mur demeure une cicatrice sociale, humaine et écono-

mique. La capitale allemande était, avant la guerre le plus gros carrefour économique et industriel d'Allemagne. Le mur de Berlin crée alors une scission entre les deux parties de la ville et la rupture économique et sociale devenait intenable. L'effondrement du mur, et de la République démocratique allemande, signifie également la chute de la démocratie populaire.

À savoir

La chute du mur de Berlin se produit le 9 novembre 1989 face à la contestation populaire massive des Allemands de l'Est qui revendiquent la liberté de circulation vers l'ouest. Cette destruction est le point de départ de la période de réunification de l'Allemagne et de la fin de l'ère communiste.

Extrait de <https://www.futura-sciences.com/>

Israël-Palestine. Le mur qui a bétonné une paix impossible

Depuis les années 2000, la politique menée par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou s'est durcie et a réduit les chances de concrétiser la solution de deux États. Le mur commencé il y a quinze ans a bétonné une paix impossible

Sur un tracé de 708 km, environ 500 km de murs ont été réalisés. Il s'agit à 95 % d'une haute clôture, mais dans les endroits urbains, comme ici à Bethléem, le mur est en béton et atteint 9 m de haut.

Il y a quinze ans, Israël lançait la construction d'une «barrière de sécurité» provisoire... Elle a durablement enraciné l'annexion de territoires. Un État palestinien n'apparaît plus viable.

Les raisons du mur

L'idée émerge au plus fort de la seconde Intifada (2000-2006). Israël est confronté à des attentats-suicides très meurtriers, perpétrés par des kamikazes palestiniens venus de Cisjordanie et de Gaza. L'objectif est d'ériger une barrière hermétique le long de la «ligne verte» d'armistice, reconnue par l'Onu, qui sépare Israël des territoires occupés en 1967 (Gaza et Cisjordanie).

Réticente, la droite du Premier ministre d'alors, Ariel Sharon, qui ne veut pas que cette barrière entérine la frontière avec un futur État palestinien, finit par s'y résoudre. Dès le départ, il est prévu d'intégrer, côté israélien, près de 10% de la Cisjordanie, notamment des colonies, situées jusqu'à 23km derrière la «ligne». Face au tollé dans le monde (on parle d'un «mur de l'apartheid»), Israël répond qu'il s'agit d'un ouvrage défensif, et «provisoire», admis par le droit international.

TRIMESTRIEL N°84 - AVRIL/MAI/JUIN 2020
DÉPÔT BRUXELLES X - AGRÉATION P401130
4,00 €

epost
PB-PP
BELGIUM - BRUXELLES

palestine

BULLETIN DE L'ASSOCIATION BELGO-PALESTINIENNE / WALLONIE-BRUXELLES



SOMMAIRE

DOSSIER L'APARTHEID AU TEMPS DU CORONAVIRUS 04

Annexion 26 / Europe 28 / Sanctions 30 / Cour pénale internationale 34

#ThisIsApartheid 36

abp
ASSOCIATION BELGO-PALESTINIENNE

Plus de grillage que de béton

Sur un tracé de 708km, environ 500km ont été réalisés presque en totalité à l'intérieur de la Cisjordanie. Il s'agit à 95% d'une haute clôture renforcée de barbelés et équipée de capteurs. Tout le long, une route militaire permet à l'armée israélienne d'intervenir rapidement. Dans les secteurs urbains (Qalqilya, Bethléem, Jérusalem...), la barrière prend la forme d'un mur de béton qui peut aller jusqu'à 9 m de haut.

De provisoire en 2003, la «barrière de sécurité» entre l'Etat hébreu et les territoires palestiniens est devenu un mur de séparation qui fixe aussi les annexions.

Une efficacité limitée

Le nombre de civils tués par des Palestiniens des territoires n'a cessé de reculer au fil des années de la construction. Preuve de son utilité et de son efficacité, pour Israël, où l'édifice fait consensus à l'exception d'une petite minorité de gauche. Ses détracteurs relèvent que la baisse des attentats est d'abord due à la fin de l'Intifada et que le mur n'a pas empêché des attaques meurtrières.

Un enfer pour les Palestiniens

On estime que 50000 Palestiniens vivent du côté is-

raélien du mur, physiquement coupés de la Cisjordanie, à moins de passer par des check points à l'ouverture aléatoire. Au nom de la sécurité d'Israël, des paysans ont vu le mur se dresser entre leurs villages et leurs champs. Le mur s'ajoute aux 150 colonies juives qui mitent la Cisjordanie, et contribue à la fragmentation méthodique du territoire palestinien.

Un condensé de l'inextricable

Après l'occupation de la partie Est de la ville en 1967, Israël a fait de « Jérusalem réunifiée » sa capitale, que les États-Unis de Trump s'approprient à reconnaître, en opposition au consensus international. À Jérusalem aussi, le mur ne suit pas le tracé de la ligne verte et empiète sur les territoires palestiniens. Il ne respecte pas non plus la propre limite municipale fixée par Israël lors de son annexion de 1980 ! Il exclut ainsi 80 000 Palestiniens de Jérusalem, qui vivent à Kufr Aqab ou dans l'ex-camp de réfugiés de Shuafat. La barrière défensive apparaît de plus en plus comme un nouveau tracé frontalier.

Le gouvernement israélien hésite à achever la partie qui inclut d'énormes blocs de colonies, comme Maale Adoumim à l'est de Jérusalem. « Terminer la barrière reviendrait à enfoncer un dernier clou dans le cercueil d'un État palestinien », préviennent les ONG israéliennes B'Tselem ou Machsom Watch, qui documentent la colonisation.

Extrait du site internet de <https://www.ouest-france.fr/>

Etats-Unis : 5 ans après, où en est le mur de Trump ?



Symbole de l'ère Trump, la construction du mur entre les États-Unis et le Mexique a été brutalement stoppée en janvier 2021, lorsque Joe Biden est arrivé au pouvoir. Mais un an après l'investiture du démocrate, certains chantiers ont tout de même repris.

C'était l'obsession de Donald Trump, durant son mandat. L'ex-président républicain avait fait de la

construction d'un « beau et grand mur », le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, une mesure phare pour lutter contre l'immigration illégale. Un projet stoppé net à l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, en janvier 2021, quatre ans après le lancement des travaux.

Pourtant, un an après l'investiture du démocrate, des travaux ont repris sur certaines portions du mur. Retour, en images, sur un symbole anti-immigration, dont l'efficacité reste à démontrer.

725 km de mur érigés sous Trump, à peine 83 km vraiment nouveaux

Le projet d'un mur entre les États-Unis et le Mexique ne date pas de Trump : un peu plus de 1.000 kilomètres de barrière ont été bâtis (sur 3.144 kilomètres de frontière) sous Barack Obama, George W. Bush et Bill Clinton, dès les années 1990. La promesse de Donald Trump portait sur l'extension et le renforcement de cette barrière, avec la construction de 1.600 kilomètres supplémentaires, le tout aux frais des Mexicains.

Cinq jours seulement après sa prise de fonction, le 25 janvier 2016, le président républicain signait un décret fixant comme objectif de « sécuriser la frontière sud des États-Unis grâce à la construction immédiate d'un mur ». Les travaux sont lancés dans les quatre États frontaliers au Mexique : la Californie, le Nouveau-Mexique, l'Arizona, et au Texas, qui comprend les deux-tiers de la frontière, et où l'administration de Trump peine à obtenir les autorisations nécessaires pour la construction (seules 40 % des terres sont obtenues).

Quatre ans plus tard, en janvier 2021, 725 kilomètres de barrières, dont 83 seulement sont entièrement nouvelles, ont été construits, selon un rapport du service des douanes et de la protection des frontières. Un chantier colossal, qui a nécessité quelque 600.000 tonnes d'acier, pour un budget estimé à près de 17 milliards de dollars - selon le ministère de la Défense - payés par... le contribuable américain.

Joe Biden veut bousculer la politique migratoire du pays

Sous son administration, « pas un centimètre de mur ne sera construit ». C'était la promesse de campagne de Joe Biden, aux antipodes de celle de Donald Trump. Et dès sa prise de fonction, en janvier 2021, le nouveau président démocrate signe plusieurs décrets en ce sens, et s'engage en outre à bousculer la politique migratoire du pays.

L'administration Biden, qui juge que l'immigration est une force pour les États-Unis, promet l'annulation de

nombreux textes de l'ère Trump. Cela pourrait faciliter la naturalisation de millions de personnes déjà installées aux Etats-Unis. La Maison Blanche veut aussi casser la mécanique de l'immigration illégale.

Trois millions de dollars par jour pour surveiller des travaux à l'abandon

Mais l'arrêt des travaux a un coût. Le journal américain « The Atlantic » a estimé, en décembre 2021, que l'administration Biden dépense jusqu'à 3 millions de dollars par jour pour rémunérer les sous-traitants afin qu'ils surveillent les chantiers à l'abandon. Le matériel abandonné aurait coûté 350 millions de dollars. Le ministère de la Défense chiffrait, dans une note parue en avril 2021, des frais de suspension et de résiliation à 1,4 milliard de dollars.

Des pertes impressionnantes, qui ne viennent rien arranger au désastre écologique dénoncé par les organisations de défense des animaux, lié à la pollution des chantiers, qui défigurent les paysages et mettent en danger des dizaines d'espèces.

Malgré la promesse de Biden, des travaux reprennent

En décembre 2021, l'administration Biden annonce qu'elle comblera certains trous dans la barrière, et qu'elle achèvera la construction de certaines infrastructures connexes, rapporte l'agence de presse Bloomberg. Des travaux justifiés pour des raisons de sécurité et d'environnement. Le ministère de la Défense, à qui sont confiés ces travaux d'urgence, est en charge de terminer les routes de patrouille, d'entretien et d'accès, et de connecter l'électricité aux portes actuellement non fonctionnelles.

Outre cette reprise des travaux - dénoncée comme une « trahison » par les opposants au mur - des initiatives locales voient le jour. Comme au Texas, où le gouverneur Républicain Greg Abbott, fervent sympathisant de Donald Trump a décidé de poursuivre la construction du mur sur le territoire texan.

Une poursuite des constructions, surtout symbolique, qui vaudra au gouverneur de recevoir la visite de Donald Trump, en juin 2021.

La crise migratoire a repris de plus belle

L'efficacité d'un tel mur reste à démontrer. Sous Donald Trump, les chiffres de l'immigration illégale ont baissé, mais pas forcément en raison du mur. En effet, ce sont surtout les lois anti-immigrations qui bloquent les migrants du côté mexicain de la frontière. Une politique baptisée « Remain in Mexico » (rester au Mexique), qui dresse un mur administratif dissuasif pour les candidats à l'immigration.

Sous l'administration Biden, la crise migratoire a repris, après un coup d'arrêt lié au Covid, à un niveau record. Selon le centre de recherche Américain Pew Research Center, les gardes frontaliers américains ont intercepté en 2021, plus d'1,6 million de passages clandestins à la frontière (arrestation ou expulsion), soit plus du quadruple du nombre de l'exercice précédent et le total annuel le plus élevé jamais enregistré. Plus de nationalités sont recensées à la frontière, notamment les migrants haïtiens. Des milliers d'entre eux se sont fait refouler à la frontière en septembre 2021.

Carole Bibily, Sebastie Mastrandreas
www.lesechos.fr

Ceuta et Melilla, pièges à migrants entre le Maroc et l'Espagne



Le vendredi 24 juin 2022, entre 23 et 37 personnes (selon les sources officielles du Conseil national des droits humains et de l'Association marocaine des droits humains section Nador) ont trouvé la mort. Ils faisaient partie des centaines de migrants d'Afrique subsaharienne qui ont tenté de forcer les barrières grillagées au point de « Bario Chino » séparant Nador au Maroc de Melilla, ville autonome espagnole encastrée en territoire marocain, tout comme Ceuta, située sur une presqu'île dans le détroit de Gibraltar, face à la pointe espagnole.

Ces enclaves constituent les seules frontières terrestres d'un pays membre de l'Union européenne (UE) avec le continent africain.

Depuis ce drame, chaque pays se renvoie la responsabilité. L'Espagne accuse les mafias, tandis que les associations marocaines demandent une enquête approfondie afin de déterminer ce qui

s'est passé, donnant lieu à des récits contradictoires.

Comment expliquer la survenue de ce énième drame humain aux frontières de l'Europe ? Le royaume marocain fait-il du zèle sur ce dossier sensible ou bien n'est-il qu'un pion dans la politique européenne de frontiérisation aux conséquences souvent fatales pour les populations ? Au cœur des enjeux de gestion migratoire par l'UE, ces deux villes de transit, aussi bien en termes de flux de population que de marchandises, sont aussi tributaires de leur passé colonial.

Une survivance anachronique du colonialisme

Selon l'expert Yves Zurlo, ces deux enclaves constituent « une survivance anachronique du colonialisme en Afrique », qui explique en partie leur situation particulière. En effet elles n'ont jamais été rétrocédées au Maroc après la fin de la colonisation (1956) à l'instar des autres territoires.

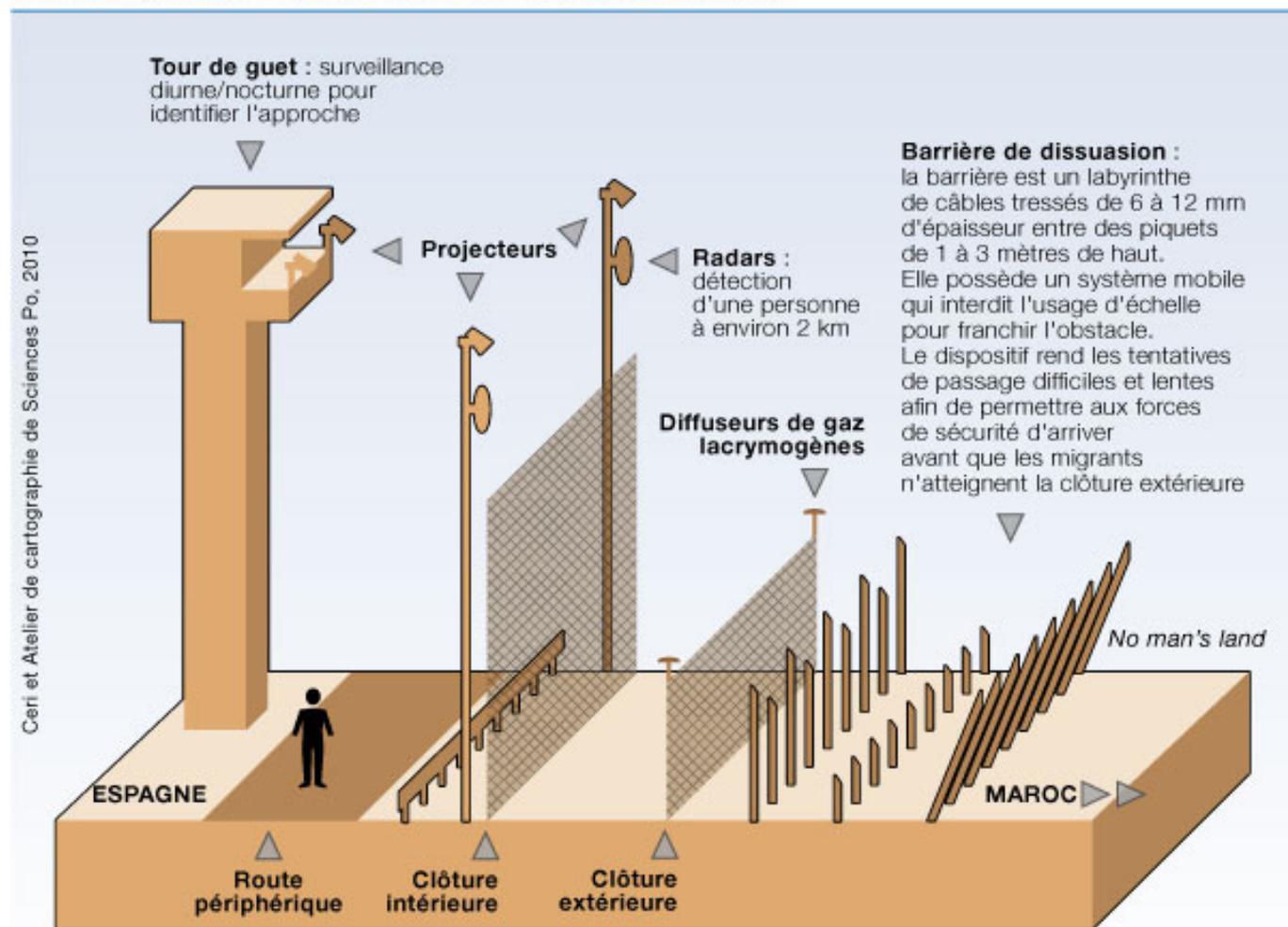
Cette spécificité leur a, d'une certaine façon, permis de continuer à prospérer et de fonctionner comme les anciens comptoirs coloniaux qu'elles ont été tout au long des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècle.

Ces deux « cités autonomes » jouissent d'une fiscalité très particulière (statut de port franc acquis en 1863) ce qui favorise un commerce important entre Espagne et Maroc mais aussi de nombreux échanges plus ou moins licites.

Ainsi, s'il existe bien un impôt régional, les Ceutiens et les Mélilliens « ne payent pas de TVA sur les tabacs, les carburants et les combustibles » et bénéficient de nombreuses réductions de taxes. Par ailleurs, si l'Espagne revendique l'appartenance de ces enclaves à l'UE, ces dernières sont exemptées des droits de douane européens.

Des trafics de « pauvres à pauvres » aux relents coloniaux

Les enceintes frontalières de Ceuta et Melilla



Source : www.elpais.com

Ces spécificités financières ont favorisé les trafics frontaliers illégaux et induisent une culture de l'illécite profondément ancrée sur ces territoires. La situation a perduré depuis les années 1960 avec une certaine complicité et tolérance du Maroc.

Après s'être libéré, le Maroc, fragilisé économiquement notamment par la domination coloniale était dans l'incapacité logistique d'acheminer des marchandises d'importation sur l'ensemble de son territoire. Le royaume avait aussi besoin de faire vivre une partie des populations situées à proximité de ces enclaves, notamment dans la région du Rif qui a souffert longtemps d'un manque d'investissement étatique.

C'est ainsi que s'est mis en place un commerce à grande échelle « de pauvres à pauvres » comme le nomme Alain Tarrus et ce, en dehors de tout cadre réglementaire européen. En témoigne par exemple l'exploitation des « femmes mulets », des Marocaines transportant chaque jour sur leur dos jusqu'à 70 kilos entre les enclaves et le Maroc. Pourquoi des femmes ? Choisies parce que mères, elles ont la réputation de revenir après avoir traversé... Elles passent sans visa et avec un laissez-passer, ce qui devrait exclure ces territoires de l'espace Schengen.

Interdiction de passer pour les uns, autorisation pour les autres lorsque cela profite aux intérêts de l'ancien comptoir colonial.

Ceuta et Melilla, des routes migratoires réactivées

En 1991, avec la création de l'espace Schengen, le renforcement des frontières extérieures européennes devient un principe de gouvernance transnationale pour l'UE, qui, se sentant menacée, se tourne vers des pays tiers limitrophes pour consolider sa sécurité aux frontières.

Cette politique ne fera qu'augmenter le nombre des tentatives de passages clandestins, accentuant alors des réponses toujours plus sécuritaires et entraînant l'UE dans une spirale répressive ponctuée de drames humains.

En effet, la prohibition ne diminue pas les circulations migratoires. Les Africains désirant migrer dans un pays européen, par choix comme par obligation pour ceux qui fuient les guerres, ont dû s'adapter en cherchant de nouvelles portes d'entrée au Nord, comme, par exemple, ces deux enclaves encastrées dans le continent africain, produisant de nouvelles stratégies de contournement.

Ils ont dû aussi prospecter de nouvelles destinations, renforçant ainsi les migrations Sud-Sud, et faisant d'un pays d'émigration comme le Maroc un pays d'installation et de passage vers l'Europe.

Ainsi, en fonction des fermetures/ouvertures, contrôles stricts/souplesse de la surveillance, en lien très souvent aussi avec les relations diplomatiques maroco-espagnoles, les migrants, fins stratèges dans leur manière de circuler vont activer, voir réactiver certaines routes migratoires.

Une crise frontalière permanente

En 2002, après l'arrivée jugée trop importante de migrants marocains et d'Afrique subsaharienne sur la route de Ceuta et Melilla, l'UE a déployé en force un arsenal important (construction de grillages et de barbelés) aggravant une crise frontalière désormais permanente.

En dépit de ces dispositifs, les migrants continuent d'emprunter ces voies qui, espèrent-ils, leur permettront un accès direct à l'Europe. On note d'ailleurs une recrudescence de ces passages et ce, en dépit des nombreux risques qu'ils encourent.

Peu à peu, Ceuta et Melilla deviennent des villes de transit vers une Europe qui semble toujours plus lointaine et où les droits des migrants y sont moins garantis entraînant parfois des violences intolérables.

En 2005, les deux enclaves avaient connu l'assaut de centaines de migrants provoquant plusieurs morts, suscitant l'indignation internationale. Dix ans plus tard, les associations décrivent des centres de tris humains à ciel ouvert. Et en 2021, c'est un autre drame migratoire avec les tentatives de passage de [nombreux mineurs marocains] vers Ceuta.

De nouvelles stratégies

Comment faire face à ces enjeux ? Les recherches montrent que de nouvelles politiques s'élaborent, aussi bien au sein de l'UE que du côté marocain.

Depuis plusieurs années, les pays de l'Union européenne négocient la sécurité de leurs frontières extérieures avec les pays qui sont en bordure du continent (Turquie, Maroc et Libye par exemple). L'accord signé en 2016 entre l'UE et la Turquie a ainsi permis d'externaliser l'« accueil » des réfugiés en contrepartie d'aide financière pour la Turquie et de facilitation de visas pour ses citoyens.

De la même façon, le partenariat pour la mobilité signé en 2013 entre l'UE et le Maroc doit faciliter les accords de réadmission et les formalités des visas. Or actuellement, l'offre de visas pour les Marocains est en baisse de la part d'un certain nombre de pays de l'Europe faisant des visas un véritable levier de négociation.

Pour la chercheuse Nora El Qadim, bien que la négo-

ciation de la politique migratoire du Maroc et de l'UE soit asymétrique (une Union européenne forte face à un Maroc qui pourrait apparaître comme plus faible), le Maroc élabore une contre-stratégie.

Levier diplomatique marocain

Le Maroc négocie en effet des accords de réadmission de ressortissants arrivés illégalement en Europe. Ces mesures ont été prises pour le moment avec plusieurs pays européens dont la France. En parallèle, le Maroc propose d'établir une surveillance et des accords de coopération policière sur son territoire et sur les enclaves de Ceuta et Melilla, tout en résistant à un accord global de réadmission au niveau de l'Union européenne.

Cette démarche a permis au royaume de se positionner diplomatiquement comme leader sur le sujet avec la création d'un observatoire africain des migrations, tant au niveau européen et mondial qu'au sein de l'Union africaine. Un rapport récent a d'ailleurs été publié en ce sens en février 2022.

Mais la question migratoire demeure attachée à l'évolution des enjeux politiques au sein desquels les populations – migrants, habitants, passeurs, frontaliers, commerçants – n'ont aucune ou peu de prise. Le cas des deux enclaves Melilla et Ceuta en témoigne bien. Le durcissement du Maroc ou, au contraire, sa souplesse relative, sera tributaire des tractations diplomatiques ou financières du moment.

Comme le rappelle un article récent paru sur Orient XXI : « depuis 2007, l'UE a versé au Maroc 270 millions d'euros pour financer les différents volets sécuritaires de la politique migratoire marocaine ». Et de souligner que le « Maroc se positionne comme partenaire fiable de l'UE » avec une volonté de mieux coopérer sur le plan sécuritaire avec l'Espagne.

Une tendance qui s'illustre par les drames récents et réactive le postulat de nombreux observateurs : plus de répression aux frontières demeure en effet synonyme de plus de morts. Et avec ce énième drame au point de passage « de Bario Chino », il s'agit pour l'Espagne de choisir qui circule tout en empêchant les migrants de passer, pris au piège par une frontière symbole des vestiges de la colonisation européenne en Afrique.

Chadia Arab

Géographe, chargée de recherche au CNRS, UMR ESO, Université d'Angers

Mehdi Alioua

Sociologue, Doyen de l'Institut d'Etudes Politiques de Rabat, UIR, Université internationale de Rabat (UIR)

Extrait de <https://theconversation.com/>

Pourquoi l'Irlande est-elle coupée en deux ?

L'Irlande est la troisième plus grande île d'Europe. Pour mieux la comprendre, ainsi que ses habitants, il ne faut pas seulement s'intéresser à ses paysages magnifiques et à sa riche culture gaélique.

L'Irlande est aussi une terre d'Histoire, avec un conflit qui prend racine au XII^{ème} siècle et qui aboutira à la naissance de deux pays :

- l'Irlande du Nord, une nation intégrée au Royaume-Uni, au même titre que l'Écosse, le Pays de Galles et l'Angleterre ;

- et l'Irlande (aussi appelée République d'Irlande), un État totalement indépendant.

Voici les principales étapes de cette scission qui génère encore des tensions aujourd'hui :

Une lutte ancienne contre l'Angleterre

Pour bien cerner les enjeux liés au Brexit, il faut faire un petit voyage dans le temps... et remonter dans le passé jusqu'au XII^{ème} siècle. À cette époque, des Normands venus d'Angleterre pillent régulièrement les monastères irlandais. Ils décident ensuite de coloniser l'île pour en faire une terre anglaise, ce qui déclenchera une succession de guerres sanglantes. Les Irlandais n'ont plus de droit de pratiquer le gaélique (leur langue traditionnelle), de jouer leur musique et certaines libertés fondamentales leur sont retirées. On leur impose aussi une conversion au protestantisme.

En 1649, le militaire anglais Olivier Cromwell décide de renforcer la présence anglaise sur l'île. Avec plus de 12 000 soldats, pendant 3 ans, il va massacrer la population irlandaise qui passe alors de 1 466 000 à 616 000 habitants. Progressivement, les colons et de hauts dirigeants britanniques s'installent en Irlande du Nord, d'abord en Ulster puis dans toute la région. Il y a donc un lourd passif d'incompréhensions et de griefs entre l'Irlande et l'Angleterre.

La reconnaissance de l'indépendance de la République d'Irlande

Suite à la signature de l'Acte d'Union en 1801, l'Irlande devient totalement rattachée au Royaume-Uni. Une situation qui ne satisfait personne ! Contrairement à la population du Royaume-Uni, les Irlandais sont de fervents catholiques. Les heurts entre les deux religions et cultures vont aller en s'intensifiant jusqu'en 1916 : lors de l'insurrection de Pâques, les Irlandais tentent de reconquérir Dublin, mais ils échouent... sans renoncer pour autant à faire en-



tendre leurs revendications.

Trois ans plus tard, c'est le début de la guerre d'indépendance. Face à la violence du conflit, les autorités britanniques décident en 1921 de séparer l'île en deux :

- L'Irlande du Nord, peuplée par une majorité de protestants, reste sous domination britannique. Son parlement est installé à Belfast.

- L'Irlande du Sud, essentiellement catholique, dispose aussi de son propre parlement, basé à Dublin. En 1937, elle crée sa propre constitution. En 1949, cette zone devient officiellement la République d'Irlande.

Mais cette scission n'apaise pas les esprits... Ainsi, durant les décennies qui suivent, les républicains catholiques et les unionistes anglicans vont continuer de s'affronter.

« Troubles » : une guerre civile qui va durer 30 ans

En Irlande du Nord, la population est aussi divisée entre les unionistes (essentiellement protestants) et les nationalistes (essentiellement catholiques).

À partir des années 60, les milices de l'IRA ou de l'UVF multiplient les attentats à la bombe et les actes terroristes d'une violence inouïe. À tel point que Belfast ou Londonderry se retrouvent encerclées

de barbelés. Dans les quartiers les plus sensibles, le gouvernement britannique déploie des chars et des troupes armées. C'est ce qui aboutira au « Bloody Sunday » : en 1972, l'armée tire sur des manifestants pacifistes et emprisonne, sans jugement, des centaines d'Irlandais suspectés d'insurrection... En 1990, après 30 ans de guerre civile, près de 3500 personnes ont été tuées. Les deux camps déplorent de lourdes pertes.

Les accords du Vendredi Saint et le retour de la paix

En 1985, l'Accord de Hillsborough marque une première étape décisive dans les négociations de paix. En 1997, un cessez-le-feu est enfin acté grâce à la signature de nouveaux accords. Enfin, le 10 avril 1998, l'Accord du Vendredi Saint met officiellement un terme au conflit. Les milices armées entament leur démantèlement et le processus de paix devient enfin une réalité. Parmi les concessions faites, la République d'Irlande a accepté de ne plus revendiquer la propriété territoriale de l'Irlande du Nord. En parallèle, tous les habitants d'Irlande du Nord peuvent s'identifier librement comme étant Irlandais, britanniques, ou les deux.

Aujourd'hui, la guerre civile semble oubliée... ou presque. Car le désir de réunification des deux parties de l'Irlande est toujours aussi fort : un sondage publié en décembre 2021 montre que 65% des Irlandais en rêvent. Mais cela ne devrait pas arriver de sitôt : il faudrait que les deux pays organisent un

référendum se soldant par un « oui » majoritaire des deux côtés de la frontière. Or actuellement, plus de 1 Irlandais du Nord sur 2 veut demeurer au sein du Royaume-Uni.

Les difficultés posées par le Brexit

Les Irlandais du Nord ne voulaient pas sortir de l'Union Européenne : ils ont été 55,9% à voter contre le Brexit. Mais comme les Britanniques y ont majoritairement été favorables (à 51,9%), ils se retrouvent à subir un changement dont ils ne veulent pas. A contrario, la République d'Irlande reste à l'intérieur de l'Europe.

Alors, comment gérer la frontière entre les deux pays ? Des problèmes sont déjà en train d'éclater en raison de la création d'une frontière virtuelle maritime entre le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, dont cette dernière fait pourtant partie . Les unionistes ont tenté de dénoncer ce protocole post-Brexit, en vain pour l'instant .

Toutefois, les touristes ne sont pas visés par ces revendications : l'Irlande et l'Irlande du Nord accueillent chaleureusement tous les visiteurs. Évitez simplement de vous mêler des polémiques sur ces sujets sensibles, les habitants préfèrent traiter de ces questions entre eux.

Extrait du site : <https://franceagora.eu/>

À Chypre, un mur plus solide qu'à Berlin

1989-2019 : voilà déjà trente ans que le Mur de Berlin est tombé, entraînant dans sa chute les démocraties populaires du bloc de l'Est ainsi que l'URSS. Au-delà de l'aspect idéologique, c'est une frontière indigne séparant des familles et un peuple qui est tombée ce soir du 9 novembre 1989, non pas après de longues négociations diplomatiques, non pas après une intervention militaire extérieure mais sous les coups des habitants de Berlin, des Allemands, luttant ainsi pour la liberté et la réunification de leur pays. En 2019 , Nicosie sur l'île de Chypre est la dernière capitale encore divisée dans le monde, et, sur ce mur, le temps semble être l'allié des racines et non des lézardes...

Possession de l'Empire romain d'Orient, l'île d'Aphrodite est tombée entre les mains des Ottomans après la prise de Constantinople. C'est à cette période que les Turcs ont commencé à s'installer sur Chypre, aux côtés des Grecs.

En 1878, l'Empire ottoman, affaibli par la vague d'insurrections dans les Balkans, a confié l'administra-

tion de l'île à l'Empire britannique, qui l'a annexé complètement en 1914, en réaction à l'alliance scellée entre la Sublime Porte et la Triple-Alliance.

Sur l'île, les divisions entre Grecs (80% de la population) et Turcs étaient vives. Les Grecs souhaitaient réaliser l'Enosis, l'union avec la Grèce, quand les Turcs militaient pour le Taksim, la partition de Chypre.

À l'indépendance en 1960, c'est l'archevêque chypriote grec Makários III qui est devenu Président et a nommé un chypriote turc vice-président. En plus du Commonwealth, forme politique de néocolonialisme, la Grande-Bretagne a maintenu une présence militaire sur l'île avec les bases d'Akrotiri et de Dhekelia. Ces confettis sont d'ailleurs les seuls territoires britanniques à utiliser l'euro.

Le fragile équilibre a été rompu en 1974 quand les Colonels grecs ont fomenté un coup d'État depuis Athènes pour réaliser l'Enosis. En réaction, la Turquie est intervenue militairement pour protéger ses concitoyens et a occupé 38% du territoire. Ce coup d'État manqué explique en partie la chute de la junte grecque la même année.

Les Casques bleus, force armée de l'Organisation des Nations Unies (ONU), présents sur l'île depuis 1964, ont alors garanti la démilitarisation de la ligne verte, également appelée "ligne Attila", qui est venue séparer les deux communautés, dont la capitale. Les trois secteurs de la ligne sont sous responsabilité argentine, britannique et hungaro-slovaque.

En 1983, est proclamée la République turque de Chypre du Nord (RTCN) avec Nicosie pour capitale, et reconnue uniquement par la Turquie.

Des gouttes d'eau contre un mur...

Depuis lors, l'ONU a tenté à plusieurs reprises de réunifier Chypre.

Alors que cette dernière a ouvert les négociations pour son adhésion à l'UE en 1993, en parallèle, les deux dirigeants chypriotes discutaient avec l'ONU du plan Annan, du nom du Secrétaire général Kofi Annan, qui prévoyait l'établissement d'une République de Chypre unifiée de type fédéral qui projetait une stricte égalité de représentation communautaires dans les institutions politiques mais également un rééquilibrage démographique entre les deux parties de l'île.

Soumis à référendum en avril 2004, le plan a été rejeté (70%) par les Chypriotes grecs car l'égalité politique des communautés ne reflétaient pas la démographie puisque les Chypriotes Grecs sont presque trois fois plus nombreux que les Chypriotes Turcs. De plus, le plan autorisait la Grèce et la Turquie à



maintenir une présence militaire sur l'île, ce qui est une évidente remise en cause de la souveraineté de Chypre. La partie nord avait approuvé ce plan à 65%.

Cet échec n'a pas empêché l'intégration de Chypre dans l'UE le 1er mai 2004, de jure dans son entièreté géographique, la RTCN n'étant pas reconnue par Bruxelles.

Depuis, les dialogues reprennent et achoppent régulièrement pour tenter de former une fédération. En 2015, les Chypriotes du Nord élisent à la présidence Mustafa Akıncı, premier leader à souhaiter réunir l'île et à s'opposer ouvertement à un renforcement de l'influence turque sur le pays. En 2016, les leaders ont été proches d'un accord, néanmoins un seul point continue de bloquer toute réalisation : la présence de soldats turcs sur l'île.

2019 apporte pourtant son lot de petites réussites. Ainsi, exemple d'une réunion par le bas, un match de football a opposé des chypriotes turcs et grecs dans le village de Pýla, le seul où les deux communautés vivent en voisin. Une nouvelle preuve que le sport est vecteur de paix.

De plus, le scrutin européen de mai dernier a vu la première élection d'un député chypriote turc à Strasbourg. En outre, António Guterres, l'actuel

secrétaire général de l'ONU a choisi 2019 et l'anniversaire des 30 ans de la chute du Mur de Berlin pour relancer les négociations et baser ces dernières dans l'ancienne capitale divisée. Le symbole est fort mais sera-t-il suffisant pour enfin abattre ces remparts d'un autre temps ?

Les récents forages turcs menés au large de la RTCN et les crispations géopolitiques qui ont suivi montrent que les tensions sont encore brûlantes sur l'île. Ils mettent surtout en évidence un point : la place centrale qu'occupe le Président turc Erdoğan dans ce conflit.

Le petit sultan a fait du nationalisme son crédo pour se placer dans le grand échiquier géopolitique du Proche-Orient. Hors de question donc pour lui d'abandonner sa base arrière méditerranéenne.

Le retrait des troupes, pierre d'achoppement des négociations, ne pourra donc se faire qu'après le départ d'Erdoğan de la présidence ou grâce à une réorientation de sa politique internationale. L'enjeu est de savoir laquelle de ces deux options se réalisera en premier .

Alexis Vannier
Extrait du site <https://www.taurillon.org/>

Après avoir fait scandale, le mur anti-migrants de la Hongrie est désormais un modèle



En 2015, alors que les réfugiés fuyant la guerre en Syrie affluaient en Europe, l'initiative de Viktor Orbán était perçue comme un nouveau «mur de la honte». Mais les temps ont changé... Sept ans plus tard, «Complément d'enquête» a pu constater combien le dispositif «anti-migrants» du président nationaliste hongrois, s'est perfectionné... et a servi de modèle à de nombreux autres pays. En quelques années, 1 200 kilomètres de clôture ont été érigés aux portes de l'Europe.

C'est l'une des zones les plus surveillées d'Europe, à son extrémité Est : la frontière entre la Hongrie et la Serbie. Entre les deux pays, un mur de grillage de 3,50 mètres de haut et de 175 kilomètres de long. En 2015, sa construction, en pleine crise des migrants, avait suscité une vive polémique. Comparée au mur de Berlin, l'initiative de Viktor Orbán avait notamment été condamnée en France par Laurent Fabius, le ministre socialiste des Affaires étrangères : «La Hongrie fait partie de l'Europe ; l'Europe, elle a des valeurs, et on ne respecte pas ces valeurs en posant des grillages comme on ne ferait pas vis-à-vis d'animaux.»

Mais les temps ont changé : le «mur anti-migrants» est désormais cité en exemple d'efficacité, et de nombreux pays s'en inspirent. La Grèce et la Bulgarie ont renforcé les leurs ; la Lituanie, l'Autriche, la Slovénie en ont construit. Le dernier en date est celui que la Pologne a érigé il y a quelques mois à sa

frontière avec la Biélorussie.

Capteurs, caméras de surveillance et barbelés garnis de lames de rasoir pour compléter le dispositif

La Hongrie, elle, est toujours gouvernée par le nationaliste Viktor Orbán, et son dispositif «anti-migrants» n'a fait que se sophistication avec les années. Au lieu d'un mur, la frontière en compte désormais deux. La clôture a été doublée côté hongrois «parce que le flux migratoire continuait d'augmenter», explique le lieutenant-colonel responsable du poste frontière. Le nouvel édifice a été équipé de capteurs pour détecter les mouvements, de barbelés garnis de lames de rasoir, de maillons en acier pour empêcher les migrants de découper la clôture avec des pinces. Entre les deux barrières, une route a été construite pour faciliter le mouvement des patrouilles.

Afin de mieux contrôler les entrées en provenance du pays voisin, la Hongrie a aussi installé des caméras face à la Serbie. Les journalistes de «Complément d'enquête» ont eu droit à une démonstration de leur efficacité. Ils ont pu pénétrer dans une salle de contrôle remplie d'écrans. Grâce à eux, les fonctionnaires repèrent un groupe transportant une échelle – les passeurs s'en servent depuis quelques mois pour passer par-dessus le mur. Une patrouille est envoyée sur place, l'échelle est interceptée en quelques secondes.

Extrait du site <https://www.francetvinfo.fr/>

Entre les deux Corées, le mur est toujours debout

Dernier vestige de la guerre froide, la frontière qui sépare le Nord et le Sud de la péninsule coréenne reste la plus militarisée au monde

De Séoul, pour se rendre à la frontière, distante de 60 km, il suffit de prendre l'autoroute bordée de villes nouvelles, de chantiers, et d'usines de fabrication d'écrans plats : à l'évidence, la proximité du frère ennemi communiste n'effraie plus le Sud capitaliste.

On estime pourtant à un million le nombre total de soldats, nord et sud-coréens, amassés de part et d'autre de la frontière. La guerre de Corée, qui a fait plusieurs millions de victimes, s'est achevée en 1953 sur un statu quo : l'armistice fige la ligne de front, qui court le long du 38^e parallèle. Étrangement appelée « zone démilitarisée » ou « DMZ », la ligne de front est aujourd'hui une mince bande de terre de 4 km de large et de 240 km de long, parcourue des deux côtés de barbelés, de miradors, de champs de mines et de bunkers.



Au Nord, c'est une autre histoire. Le régime de Pyongyang a fait de la réunification un thème majeur de sa propagande, et le mur représente pour les Nord-Coréens une blessure toujours à vif, un véritable drame national.

Han Yong-jin, 29 ans, était un soldat nord-coréen. Posté près de la frontière pendant plusieurs années, il réussit en 2007 à traverser la DMZ, pour se réfugier au Sud. Lui, souhaite ardemment la réunification. Mais il pense que « ce mur a divisé la Corée bien plus profondément que ne l'était l'Allemagne. Il existait des points de communication entre l'Est et l'Ouest. Ici, entre le Sud et le Nord, il n'y a rien. »

Profiter de la main-d'oeuvre

Les deux sociétés évoluent désormais séparément

Situé au milieu de la DMZ, Panmunjeom est le seul point de contact entre les deux camps où soldats du Sud et du Nord se font directement face. Le caporal Strickland, un soldat américain en poste ici depuis quelques mois, indique : « Pour être honnête, c'est un endroit plutôt tranquille ici. On ne sent aucune menace. » Les escarmouches le long de la DMZ sont devenues rares. Un groupe de touristes prend des photos, tandis que de l'autre côté, à seulement quelques mètres, des soldats nord-coréens observent la scène, impassibles. La routine : côté Sud, pas moins de 250 000 touristes par an visitent la frontière.

«Ce mur a divisé la Corée plus profondément que l'Allemagne»

Au Sud, pour les jeunes générations avides de modernité et de confort matériel, la frontière n'est qu'un vestige du passé. Lee Yae-won, une étudiante de 27 ans qui vit à Séoul, le dit sans détour : « Maintenant, le mur ne signifie plus grand-chose : le Nord et le Sud sont deux pays différents. Trop d'années ont passé ! Pour les gens comme moi, la division est en quelque sorte oubliée. »

nord-coréenne à bas coût

Ce n'est plus tout à fait vrai. Depuis l'ouverture de projets intercoréens au Nord il y a quelques années, deux routes ont ouvert, l'une à l'est, l'autre à l'ouest. De l'observatoire de Dorasan, qui surplombe la DMZ, on peut voir la Corée du Nord, ses montagnes pelées et ses immeubles décrépis.

Une autoroute neuve, bordée de réverbères et de pylônes électriques traverse à présent le paysage. Elle dessert le parc industriel de Kaesong, tout proche, où 70 entreprises sud-coréennes se sont installées pour profiter de la main-d'oeuvre nord-coréenne à bas coût. Ce projet pilote a souffert de la dégradation des relations intercoréennes depuis deux ans, mais depuis août, le trafic a repris : environ 600 véhicules, transportant matières premières et produits finis, franchissent quotidiennement la frontière. D'ici, Pyongyang n'est qu'à 240 km.

Extrait du journal La Croix Frédéric DALBAN (à Panmunjeom)

(1) Selon une estimation de la Croix-Rouge sud-coréenne.